**LE COLLECTIF SYNDICAL CGT-B :**

* CGT-B : F-SYNTER – SYNATRAG - SYNTSHA – SYTTPBHA – SNAID – SYNTB – SYNTTEX – SYNTETH – SYNTRAGMIH – FNBPB – SYNAS - Coordination/CNSS – Coordination/SONABEL – Coordination/FSR-B - Coordination ONEA

Comités CGT-B dans les secteurs : de l’industrie, du commerce, des banques, du système financier décentralisé, du textile et du transport

* SYNATEB – SYNTAS – SYNATEL – SYNAFI – SYNAMICA – SYNASEB – SYNACIT –SYNPTIC – SYNATIC – SATB – SYNAPAGER –

**L’INTERSYNDICAL DES MAGISTRATS** : SAMAB- SBM- SMB

**LA COORDINATION DES SYNDICATS DU MINEFID** : SATB- SNAID- SYNATRAD- SYNTPC- SYNAFI- SYNASDB- COMITE CGT-B/ENAREF

**AUTRES SYNDICATS AUTONOMES** : SYNAGSP – APN – SYNACSAB – SYNADES - SYNAFEB – SYNATRAME – SYNATRACT– SYNTEF – SYNAFER– SYNATRAP– SYNAJEFP – SGB – SYNAG - SAMAE- SYNAMUB – SYNAGRH – MONEP– SYNAGID – SYNIACCB–SYNAPDH – SYNTRAPOST – SY.RE.C.FER.BF– SLCB- COPM-B

|  |
| --- |
|  |

**MESSAGE AU MEETING DU 17 NOVEMBRE 2020**

Camarades militant(e)s et sympathisant(e)s,

Camarades travailleuses et travailleurs,

Ce meeting se tient dans le cadre de la rencontre nationale de la coalition des syndicats en lutte contre la baisse du pouvoir d’achat, pour les libertés et la bonne gouvernance. La rencontre qui s’est tenue depuis ce matin à la Bourse du Travail de Ouagadougou, a réuni des délégués venus de toutes les régions du pays.

Camarades militant(e)s et sympathisant(e)s,

Camarades travailleuses et travailleurs,

Notre meeting se tient dans un contexte caractérisé au niveau international par un aiguisement de la crise du système capitaliste, impérialiste. Une crise multidimensionnelle qui a des répercussions au plan économique, politique et social et qui ébranle tous les piliers du système au plan mondial. Elle se manifeste ostentatoirement par des attaques contre les droits sociaux et démocratiques des travailleurs (licenciements, fermetures d’usines, chômage, privatisation des secteurs sociaux, etc.), des luttes inter-impérialistes pour le repartage du monde et par le développement de pratiques et phénomènes avilissant l’humanité et dangereux pour elle. Des phénomènes tels le terrorisme, les trafics en tous genres comme ceux d’êtres humains, de faux médicaments, de drogues, d’armes, le blanchiment d’argent à travers les banques et les places boursières, etc. en sont de parfaites illustrations. La pandémie a coronavirus, qui est survenue depuis bientôt un an, a infecté, à ce jour, plus de cinquante (50) millions de personnes et fait plus d’un (1) million de morts, exprime la faillite du système capitaliste impérialiste. Ce sont des jours difficiles que vit l’humanité avec l’incapacité des politiques néolibérales à faire face efficacement à ce fléau planétaire, les systèmes de santé ayant été sacrifiés sur l’autel des superprofits pour une minorité. Les milliardaires se comptent par centaines dans le monde, pendant que la majorité de la population mondiale croupit dans la misère et l’incertitude du lendemain.

L’Afrique, en plus de cette situation catastrophique globale, doit subir les effets de la domination néocoloniale ainsi que des régimes dictatoriaux et leur politique criminelle et mafieuse. Depuis quelques années, le terrorisme est venu aggraver le cauchemar des peuples de la sous-région sahélo-saharienne faisant des milliers de morts et de populations déplacées de leur cadre originel de vie.

Au Burkina Faso, où est bien concentré ce cocktail infernal, après une insurrection de portée historique, qui a chassé du pouvoir l’autocrate, Blaise COMPAORE, le régime du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) a pris le relai. Passées les premières professions de foi démagogiques du genre « plus rien ne sera comme avant », il s’est clairement démasqué en lançant une offensive forcenée contre les acquis sociaux et démocratiques des travailleurs et du peuple, à travers des mesures antisociales, liberticides et la répression violente des manifestations et actions revendicatives.

La campagne électorale en cours se déroule dans une débauche de moyens financiers et matériels insultants qui tranche avec les souffrances et la misère des populations. Les préoccupations du peuple, quand elles ne sont pas ignorées dans les discours politiques, donnent lieu à des promesses aussi démagogiques les unes que les autres, les populations elles-mêmes étant traitées comme du bétail électoral. Pendant ce temps, les préoccupations essentielles du peuple qui interpellent les candidats ont pour noms :

* le respect de la souveraineté du BF à travers la monnaie, le départ des troupes militaires ; étrangères, de la politique éducative, de la politique sanitaire ;
* une bonne gestion et une redistribution équitable des richesses ;
* une gestion correcte du foncier ;
* la prise en compte des problèmes de logement des populations ;
* la fin de l’impunité des crimes de sang, des crimes économiques, de la corruption ;
* du respect des libertés politiques démocratiques et syndicales ;
* de la prise en compte du pouvoir d’achat des populations ;
* d’une législation juste et adaptée par le vote de lois en faveur de la majorité ( la révision du code du travail, du code pénal, la mise en œuvre des conventions ratifiées, la mise en œuvre des élections professionnelles, etc.)

Camarades,

Au regard de la situation de crise ci-dessus évoquée et des enjeux politiques actuels, les travailleurs doivent se convaincre qu’ils ne peuvent rien attendre de ces élections et par conséquent, demeurer parfaitement lucides quant à l’analyse de leur situation et des mesures à prendre pour défendre leurs acquis et améliorer leurs conditions de vie et de travail. Dans le fond, il n’y aura pas de rupture fondamentale avec le système néolibéral en place. En tout état de cause, l’organisation d’élections ne saurait constituer la panacée aux graves problèmes qui se posent dans un pays sous domination néocoloniale comme le nôtre. L’exemple des différentes élections antérieures au Burkina et les événements récents au Mali et en Cote d’Ivoire pays voisins nous l’enseignent.

L’enjeu pour les partis politiques au pouvoir comme ceux de l’opposition, en course pour les élections couplées du 22 novembre 2020 n’est pas la prise en charge de la résolution réelle des graves préoccupations du peuple mais il s’agit pour eux de se faire élire coûte que coûte. Dans cette course sans principe, les démissions/scissions et les accusations de fraudes qui jalonnent déjà le parcours des partis qui y sont engagés, sont symptomatiques de leur mépris pour les attentes des populations.

Sur le plan économique, la vie chère s’aggrave du fait du faible pouvoir d’achat des masses laborieuses. La multiplication des taxes à savoir la TVA, la taxe sur les véhicules à moteur, l’Impôt unique sur les traitements et salaires, etc., lamine le pouvoir d’achat des populations, toutes couches sociales confondues. A cela, il faut ajouter la forte perturbation de l’économie par la pandémie de la maladie à coronavirus.

Pendant ce temps, la corruption va galopante et est même érigée en système de gouvernance par le régime en place. En témoignent les révélations permanentes faites par l’Autorité Supérieure de Contrôle d’Etat et de Lutte Contre la Corruption (ASCE-LC), la presse, des organisations de la société civile telles que le REN-LAC, etc. Le Partenariat Public-Privé (PPP) présenté comme la panacée à la lourdeur administrative s’est révélé comme une véritable caverne d’Ali Baba. Tout cela a fini par convaincre même les plus sceptiques, que le gouvernement ne semble pas faire de la répression des crimes économiques une préoccupation. Bien au contraire, il fait la promotion de ces crimes et des criminels !

Sur le plan social, l’on note une crise du logement des populations sur fond de spéculation foncière sous diverses formes. Quant au chômage, il frappe de plein fouet la jeunesse qui constitue la grande majorité de la population. ue e dué qui est caractérisé au niveau le système néolibéral en place. ent dans un pays sous domination néolocolonial comme

Outre cela, le risque d’une famine est latent du fait de la situation des populations de nombreuses localités qui ont été empêchées de pratiquer leurs activités agricoles durant la saison des pluies en particulier dans les zones en proie aux actes terroristes.

La catastrophe humanitaire elle, est déjà présente sur le terrain avec plus d’un million de déplacés internes vivant dans des abris précaires avec des problèmes d’accès à l’eau potable, de rations alimentaires appropriées, d’exposition aux viols. Par ailleurs, le terrorisme gagne du terrain avec des centaines de morts aussi bien parmi les forces de défense et de sécurité que parmi les populations civiles. Le pouvoir lui-même a décrété l’Etat d’urgence dans 14 provinces de 6 Régions du pays. De toute évidence, les prémices d’une guerre civile sont perceptibles. Cet état de fait indique le niveau de déliquescence des forces armées et l’incapacité du pouvoir à faire face à cette situation. C’est cette incurie du pouvoir qui amène les populations sur le terrain, à s’organiser pour prendre en charge leur sécurité. C’est le lieu pour nous d’exprimer notre compassion aux différentes victimes des attaques terroristes et de féliciter et encourager les travailleurs qui, malgré les conditions extrêmement difficiles, continuent d’exercer leurs métiers dans les régions en proie aux attaques terroristes.

En ce qui concerne particulièrement les libertés démocratiques et syndicales, l’on assiste à leur remise en cause. Dans cette logique, les travailleurs du public sont victimes d’*une propagande incessante orchestrée par le régime et ses sbires.* La tentative de remise en cause de la loi 081 portant statut général de la Fonction publique, des sit-in taxés d’illégaux, l’initiation de projets et propositions de loi visant à restreindre le droit de grève, la révision du Code pénal qui restreint la liberté de presse, limite le droit à l’information des citoyens et renforce la criminalisation de l’insurrection s’inscrivent dans cette option. Pire, le gouvernement s’illustre dans une répression aveugle à travers :

* l’interdiction de la marche du 17 mars 2020 en s’appuyant sur l’apparition de la COVID-19 qui était à 2 cas annoncés, en lieu et place de l’insécurité utilisée comme prétexte des interdictions précédentes (cas de la marche du 16 septembre 2019) ;
* le licenciement de trois (03) travailleurs notamment dans les boulangeries ;
* les suspensions des salaires d’au moins sept cent trente-neuf (739) agents publics selon les informations à notre possession ;
* des coupures de salaires abusives et sauvages ;
* la révocation d’agents en poste dans les ambassades ;
* la révocation de trois délégués au ministère des finances ;
* la stigmatisation des dirigeants syndicaux ;
* les affectations arbitraires de responsables et militants syndicaux ;
* la traduction inédite du secrétaire général de la CGT-B devant un conseil de discipline ;
* les assassinats ciblés de leaders d’organisations de la société civile ;
* etc.

Camarades,

Malgré les interpellations de l’UAS par des écrits adressés au Premier Ministre, la rencontre Gouvernement/ Syndicats ne s’est pas tenue jusque-là. De plus des contre-vérités du MFPTPS sur la participation de l’UAS à l’élaboration des textes d’application de la loi 081 sont des faits qui montrent le mépris du gouvernement vis-à-vis des syndicats et une volonté de ne pas mener un véritable dialogue avec eux.

Camarades,

C’est dans ce contexte que nous avons analysé et tiré un bilan d’étape de la vie et des luttes de la coalition des syndicats afin d’envisager des perspectives sur le plan organisationnel, des méthodes de travail et du contenu de la plate-forme, permettant de faire face aux défis à venir.

Prenant en compte l’aspiration de notre peuple à rompre avec le système néocolonial antipopulaire, ainsi que l’expérience des luttes de ces dernières années, la coalition :

1. appelle ses militants et l’ensemble des travailleurs du parapublic, du privé et du public à :
* *renforcer la mobilisation et l’unité d’action à la base dans tous les secteurs d’activités en se départissant de tout acte de sectarisme ;*
* *contribuer à la création et au renforcement des cadres unitaires gage d’une meilleure prise en charge des préoccupations de notre peuple et partant des travailleurs.*
* développer une solidarité agissante entre les structures et les militants des différentes organisations de travailleurs, engagées ou non dans la lutte.
1. *lance un appel solennel à l’ensemble des acteurs du monde syndical, au-delà des différences de lignes et d’analyse des questions, à une large unité pour une prise en charge conséquente des préoccupations des travailleurs et des populations****.***

En tout état de cause, les militants et les structures de la coalition des syndicats sont appelés à se tenir prêts dans la discipline syndicale, pour les inévitables mots d’ordre que la situation et les circonstances commandent.

Le porte-parole

*Bassolma BAZIE*

*Secrétaire général/CGT-B*